

# Thème 6

## LA MONDIALISATION

# LA MONDIALISATION

## I. LES CARACTERISTIQUES DE LA MONDIALISATION

### **A. L'internationalisation des économies**

1. L'ouverture du commerce international
2. L'organisation du commerce international

### **B. Les investissements directs à l'étranger**

1. Evolution des investissements directs
2. Les facteurs liés à l'évolution des ID

### **C. La finance internationale**

## II. LES CONSEQUENCES DE LA MONDIALISATION

### **A. Les Etats Nations**

### **B. Les banques**

### **C. Les entreprises**

1. La stratégie des entreprises
  - a. **L'externalisation des fonctions**
  - b. **La recherche de la croissance**
2. Le Club des entreprises mondiales
  - a. **La mondialisation du marketing**
  - b. **La mondialisation de la Recherche-Développement**
  - c. **La mondialisation du financement des entreprises**
  - d. **Vers un modèle mondial de l'organisation du travail**
  - e. **Vers une mondialisation des relations sociales de l'entreprise**

# I. LES CARACTERISTIQUES DE LA MONDIALISATION

## **A. L'internationalisation des économies**

L'internationalisation des échanges renvoie un processus complexe qui tient compte du volume des transactions, de leur localisation et de leur structure.

### 1. Ouverture du commerce international

→ Le commerce international a connu une expansion rapide dès la fin de la seconde guerre mondiale. **En valeur**, les échanges internationaux sont passés de 57 milliards à plus de 5000 milliards de dollars de 1947 à 2006. En 1973, le commerce mondial représentait 12% de la production mondiale. En 2006, cette proportion avoisinait les 25%.

→ Deux indicateurs d'ouverture des économies : (i) **Le coefficient de dépendance** : rapport entre les importations et le PIB, qui exprime la dépendance du pays relativement aux approvisionnements externes ; (ii) **Le coefficient d'ouverture sur l'extérieur** : rapport entre les exportations et le PIB, qui mesure la dépendance du pays relativement aux débouchés extérieurs. Pour des pays comme l'Allemagne et la France, la demande étrangère assure une part de plus en plus importante de la croissance économique (49% et 24,3%) alors que pour les Etats Unis et le Japon, le coefficient d'ouverture sur l'extérieur est respectivement de 10% et 11%.

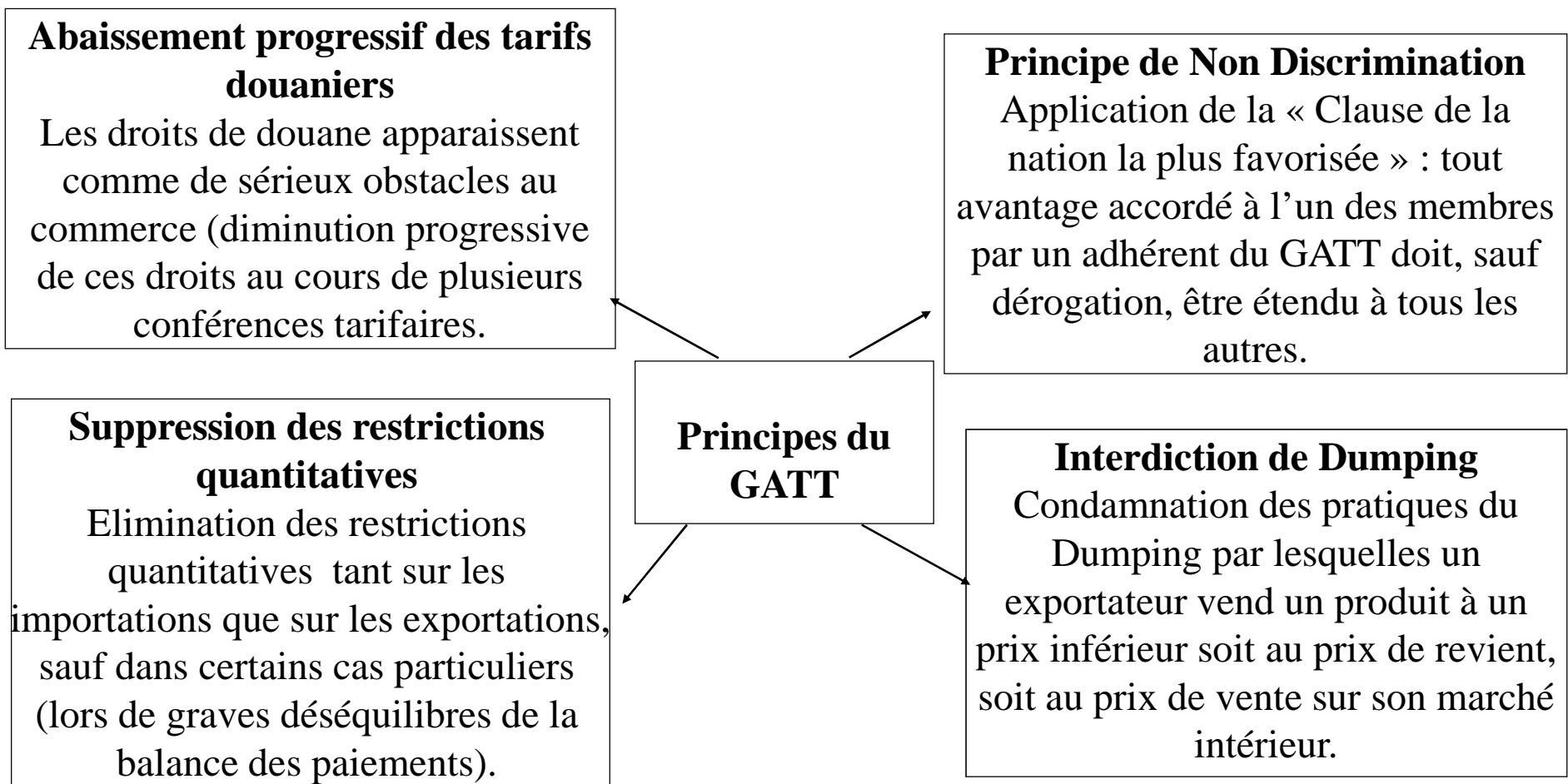
→ L'internationalisation des échanges a entraîné avec elle l'instauration **d'un commerce très hiérarchisé**, dans lequel on retrouve la prépondérance des pays du Nord «c'est à dire industrialisés ».

→ **Une analyse plus fine de la structure par pays montre un changement important depuis la fin de la seconde guerre mondiale.** Les années 60 et 70 ont ainsi vu les *USA perdre la position de domination* sans partage qui était la leur (part des exportations des Etats Unis dans les exportations mondiales s'est en effet notablement amenuisée, passant de près de 25% du commerce mondial dans les années 50 à un peu plus de 10% aujourd'hui). Montée en puissance de l'Allemagne; du Japon, de la Chine, et de ce que l'on a longtemps appelé les NPI (nouveaux pays industriels (Brésil...)).

→ **Développement rapide des échanges internationaux des services commerciaux** : Les exportations de services représentent aujourd'hui à peu près 20% du total des exportations mondiales de biens et services (2400 milliards de \$). La part des échanges de services dans l'ensemble des transactions mondiales est relativement restreinte pour deux raisons : *la nature de certains services dits de proximité* (services médicaux, sociaux, d'éducation...), qui ne peuvent être consommés qu'à l'endroit où ils sont produits, et *l'existence de réglementations nationales protectrices* (marché des télécommunications en France jusqu'au 1er janvier 1998, le marché de l'électricité jusqu'au 1er janvier 1999) ou *simplement différentes de celles d'autres pays* (exportation de services d'assurance en raison des différences internationales de législation et de fiscalité).

## 2. L'organisation du commerce international

→ La mondialisation ne désigne pas seulement une réalité économique. C'est aussi une démarche active des États pour établir des règles communes à l'échelle de la planète. L'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (**GATT : General Agreement Tariffs and Trade**)



L'Organisation mondiale du commerce (OMC) créée en 1995 à la suite du cycle de l'Uruguay Round, a succédé au GATT.

Le GATT constitue le principal recueil de règles de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises. Le Cycle d'Uruguay a abouti à l'établissement de nouvelles règles régissant le commerce des services, les aspects pertinents de la propriété intellectuelle, le règlement des différends et l'examen des politiques commerciales.

L'OMC compte aujourd'hui 153 membres. Il dispose d'un budget de 189 millions de francs suisses. Son Directeur général est Pascal Lamy

- Les différents accords commerciaux sont organisés en termes de Round, le dernier en date, **le Doha Round** (2001-2008) : nouveau rapport de force entre pays, l'Afrique du Sud et le Brésil ont été les premiers pays à faire entendre leur voix en remettant en cause les accords internationaux sur le droit de propriété intellectuelle (qui les empêchait de copier les molécules des traitements anti-sida). Le Brésil a ensuite pris la tête d'un ensemble de pays du Sud pour défendre leurs intérêts commerciaux face aux pays riches. Dépôt de plainte du Brésil auprès de l'OMC contre les subventions sucrières européennes et contre les subventions accordées aux producteurs américains de coton

- La prolifération des traités bilatéraux ont remis en cause « *la clause de la nation la plus favorisée* », l'un des principaux fondamentaux de la régulation commerciale internationale.

→ Rassemblant 166 pays et se voulant le porte-parole du Tiers Monde face à des Institutions comme le GATT (OMC) ou le FMI (Fonds Monétaire International) pour lesquelles le poids des Occidentaux est plus important, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) a organisé plusieurs conférences leur permettant d'exprimer solennellement leur position : cahier de doléances, droit souverain à commercer librement et à disposer de ses ressources naturelles (Conférence de Genève).

### 3. La place de la France dans la mondialisation

La France se situe à la cinquième place des pays exportateurs de marchandises (derrière l'Allemagne, les États-Unis, la Chine et le Japon) et au quatrième rang mondial des principaux exportateurs de services (derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne).

Le taux de pénétration du marché manufacturier français a plus que doublé au cours des trente dernières années. La part exportée de la production manufacturière est passée sur la même période de 20 à 45 %.

Le déficit commercial enregistré ces dernières années (qui passe de 8 à 56 milliards d'euros de 2004 à 2008) ne doit pas faire oublier que le commerce extérieur français a été excédentaire tout au long de la dernière décennie (hormis en 2001) après des années quatre-vingt calamiteuses associées à une forte contrainte extérieure.

Dans le cas des échanges de biens, les avantages structurels de la France se situent dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile et dans la chimie. Sur la période récente la spécialisation française s'est sensiblement réorientée vers les matériels de transport (automobile aéronautique, véhicule utilitaire), chimie de base, pharmacie. On observe en revanche un désengagement dans les secteurs de l'informatique, de l'électronique grand public, de l'électroménager ou encore du matériel électrique.

## B. Les investissements directs à l'étranger

Les investissements réalisés à l'étranger pour acquérir une entreprise ou pour en créer une nouvelle sont alors qualifiés **d'investissements directs** par opposition aux investissements de portefeuille, à caractère financier, qui n'ont pas pour objectif d'influer directement sur la gestion des entreprises. Ces investissements directs furent l'oeuvre de firmes « **multinationales** » .

→ Depuis 1986, très forte accélération du mouvement des investissements directs dans tous les pays industriels : l'attraction exercée par la Communauté Européenne avec l'annonce en 1986, de la création du Marché Unique pour 1993.

→ Selon le dernier rapport de la CNUCED, le total des investissements directs dans le monde serait passé de 349 à plus de 1833 milliards de dollars de 1996 à 2007. Cet essor a été stimulé par l'accélération des fusions et acquisitions d'entreprises, notamment aux USA et Europe Occidentale. En 2008, suite à la crise des subprimes, les IDE seraient retombés à près de 1700 milliards de dollars.

→ Les pays riches accueilleraient près de 70% du stock mondial d'investissements directs à l'étranger (IDE) alors que près de 150 Etats ne recevrait que 5%. Les Etats-Unis restent le principal pays de destination et d'origine des IDE. En 2007, les pays en développement présentaient près de 253 milliards d'IDE. Il s'agit pour l'essentiel de l'expansion à l'étranger des sociétés transnationales asiatiques. Le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) constitue un puissant facteur d'attractivité.

La valeur ajoutée des filiales étrangères dans le monde continue d'augmenter. Elle était estimée à 11% du PIB mondial en 2007, soit une hausse de 21% par rapport à 2006. Les plus importantes sociétés transnationales non financières du monde restent les entreprises actives dans les secteurs manufacturier et pétrolier, telles que General Electric, British Petroleum, Shell, **Toyota** et **Ford** Motor.

PAYS	IDE sortants (2004-2006)
Etats-Unis	149
France	98
Royaume Uni	85
Espagne	64
Pays-bas	64
Suisse	54
Chine	50
Allemagne	50
Belgique	43
Canada	41
Russie	15
Brésil	13
Inde	5

Selon Eurostat, la France serait le "*principal acteur des flux IDE intra UE-27*" en 2008. En clair, la France est le pays où les entreprises européennes investissent le plus, et les entreprises françaises sont les premiers investisseurs en Europe. Les volumes sont énormes : en 2008, l'Hexagone aurait accueilli, malgré le début de la crise financière, 55 milliards euros d'investissements européens, soit près de 3 % du produit intérieur brut (PIB). Selon la Banque de France, le stock d'IDE réalisé en France fin 2007 s'établissait déjà à près de 650 milliards d'euros.

Les IDE sont considérés comme un bon signal de l'attractivité d'une économie : si les étrangers viennent investir ici, c'est que les taxes ne les rebutent pas trop, ou pour le moins qu'ils y trouvent d'excellentes conditions (main-d'oeuvre qualifiée, infrastructures...).

## Les facteurs liés à l'évolution des investissements directs

- Dans l'optique de l'organisation de leur production, c'est par l'intermédiaire d'une localisation optimale de leurs unités de production que les firmes vont tenter de réduire leurs coûts de production. Ceci revient à décomposer le processus de production en faisant réaliser chaque opération élémentaire dans le pays où elle est la moins coûteuse : on dit qu'il y a division internationale des processus de production. Les modules ou pièces du produit sont ensuite acheminés vers un ou plusieurs points d'assemblage à partir desquels les produits seront réexpédiés vers les marchés les plus proches. Cette stratégie conduit à créer des filiales-ateliers qui concourent à la réalisation d'un produit sans être capables par ailleurs de fonctionner de manière autonome (illustration de la stratégie du Japon dans les années 60).

- Dans l'optique de la conquête de parts de marché, l'investissement direct peut être décidé pour plusieurs raisons. *En premier lieu, l'amplitude des mouvements qui ont affecté les principales monnaies a rendu plus difficile les exportations et poussé les entreprises à s'implanter sur leurs principaux marchés. En second lieu, certains pays comme les Etats-Unis ont souvent été tentés de prendre des mesures protectionnistes, en particulier lorsque leur monnaie était surévaluée. Enfin, les grandes entreprises après avoir restauré leur situation financière à partir de 1982 (mouvement lancé aux USA), se sont lancées dans de vastes opérations de restructuration ou de diversification, souvent par voie d'OPA, mettant à profit leurs liquidités souvent abondantes, les facilités de financement obtenues aisément auprès des banques, du marché des capitaux, ou encore grâce à des innovations financières comme les Junk Bonds (bons à taux d'intérêt élevés, souvent garantis par les actifs de la société visée par l'OPA).*

## C. La finance internationale

Cette dernière peut être appréhendée à partir de trois éléments :

→ **Les mouvements de capitaux**, effective depuis 1990. C'est cet aspect de l'internationalisation de l'économie que les économistes jugent aujourd'hui le plus important, tant ce facteur risque d'influencer non seulement les deux premiers mais également l'économie mondiale. Ce serait l'équivalent du PIB de la France qui circulerait dans le monde actuellement.

→ **La gestion de l'épargne** est relativement préservée des mouvements de capitaux. En France, c'est 250 milliards d'€ drainés par les SICAV.

→ **Les marchés financiers** ; On estime aujourd'hui que seulement 3% de l'activité des marchés des changes sont liés au commerce mondial et 97% à des mouvements financiers. Importance des fonds de pension. *L'internationalisation des investissements réalisés par les investisseurs institutionnels constitue une réelle nouveauté.* Ces investisseurs (au premier rang desquels on retrouve les caisses de retraite américaines) gèrent plus de 10 000 milliards de \$, dont la moitié aux USA et une grande partie en Grande Bretagne, au Japon et aux Pays Bas (les réserves des Fonds de Pension équivaudraient à 80% du PIB hollandais). Environ 10% de ces sommes (soit 1 000 milliards de \$) sont investies à l'étranger (à titre d'information rappelons que les réserves de change de la Banque de France s'élèvent à 35 milliards de \$)

En France, les gestionnaires de fonds de pensions tels que Calpers (250 milliards de \$) ou *Templeton Global Investors* (près de 220 milliards de \$) sont conduits à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie des entreprises.

Sur les 250 entreprises françaises les plus importantes, les investisseurs étrangers ont une part significative dans plus d'une trentaine (ces sociétés présentent généralement une double caractéristique : faible endettement et faible part de la masse salariale dans la valeur ajoutée). Comme le montre le tableau ci-dessous, les fonds de pension américains figurent parmi les premiers actionnaires chez Elf Aquitaine, Saint Gobain, Total. C'est ainsi plus de 10% du capital d'Alcatel Alsthom qui est détenu par Fidelity Investments, le tiers du capital de Pechiney appartient à trois grands fonds américains, Capital Group (14,4%), Fidelity (5,72%) et Templeton (10,01%).

- Fin 2008, 39,2% de la capitalisation boursière des sociétés françaises du CAC 40 étaient détenus par des actionnaires ne résidant pas sur le territoire français (pour un montant de 300 milliards d'euros), contre 45,7% en 2006, selon une étude de la Banque de France. Une inversion de tendance semble donc s'esquisser: la part des actionnaires étrangers dans le capital des grandes entreprises de l'Hexagone recule depuis deux ans, alors qu'elle ne cessait jusqu'alors de progresser.
- En 2008, 13 sociétés du CAC 40 sur les 36 étudiées par la Banque de France étaient détenues majoritairement par des actionnaires étrangers. Elles étaient 15 en 2007.  
12 (contre 13 en 2007) avaient un taux de détention de leur capital par des non-résidents compris entre 25% et 50%.  
11 (contre 8) un taux inférieur à 25%.

## II. LES CONSEQUENCES DE LA MONDIALISATION

**Trois phénomènes sont implicitement liés à la mondialisation :**

- Après la quasi-élimination des droits de douane sur de nombreux biens, l'attention s'est portée, d'une part sur les barrières non tarifaires, et d'autre part sur les obstacles aux échanges de services → vagues de déréglementation dans les années 80
- *Le progrès technique* a été également un puissant facteur de mondialisation grâce à la réduction de la distance économique entre les pays.
- Interactions qui se sont développées entre le progrès technique et les vagues de déréglementation. Ces interactions ont été particulièrement fortes dans le domaine des télécommunications (Réseaux, Multimédia, Internet...) et de la finance (innovations financières, perfectionnement des techniques financières)

## **A. Les Etats Nations**

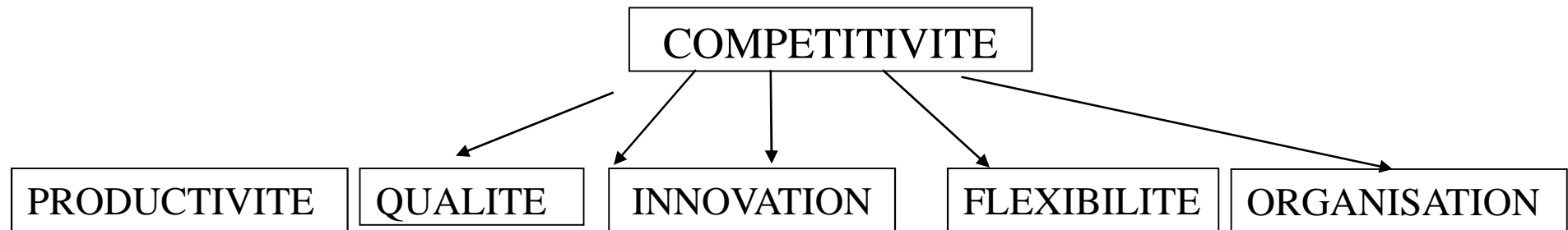
Malgré les progrès du libre-échange, chaque nation a essayé de préserver son autonomie économique, politique et financière de manière à tirer le meilleur parti de l'ouverture internationale et éventuellement à se protéger de ses effets négatifs. Il y a donc eu maintien de la concurrence entre nations tant que les avantages de la coopération n'apparaissaient pas clairement.

Fonds souverains (Abu Dhabi Investment Authority, créé en 1976, Emirats arabes unis), gère 625 milliards de dollars

## **B. Le secteur bancaire**

- La banque traditionnelle est très peu internationalisée. La Banque reste donc un service de proximité, que la constitution d'un réseau et l'achat de parts de marché rendent cher.
- Les banques françaises se trouvent beaucoup moins bien placées sur leur marché que ne le sont les banques anglo-saxonnes sur le leur en raison de l'absence de rémunération des services bancaires en France.
- Les craintes que nourrissaient certains sur la gestion de l'épargne et le risque de volatilité de celle-ci en Europe, se sont révélées jusqu'ici peu fondées.
- A côté du concept de banque universelle (détail, d'affaires, d'investissement), on voit apparaître un grand nombre de sociétés financières spécialisées.

## C. La place des entreprises



### 1. La stratégie

- Externalisation vers les marchés à fort potentiel et les zones de bas coûts
- La recherche de croissance (restructuration des entreprises, la constitution de grands groupes via la concentration : croissance interne ou/et croissance externe (fusion, absorption, apport ou cession partielle d'actifs, OPA...))
- La remise en cause de certains leaderships et de la place du secteur public
- Le rapprochement entre plusieurs firmes afin d'avoir le contrôle du marché.
- L'implantation de sites de production dans des pays ayant un vaste marché et/ou des coûts de production très faibles.

## Les entreprises publiques européennes (en %)

FINLANDE	17.6
GRECE	15.4
FRANCE	14.7
ITALIE	14.2
AUTRICHE	13.3
SUEDE	12.9
PORTUGAL	12.3
IRLANDE	11.8
BELGIQUE	10.9
ALLEMAGNE (SANS RDA)	10.7
DANEMARK	9.7
ESPAGNE	8
LUXEMBOURG	6.4
PAYS-BAS	5.7
ROYAUME-UNI	2.7
<b>TOTAL</b>	<b>10.4</b>

*Source : Commission Européenne (Eurostat)*

## 2. Les entreprises mondiales

Cinq critères sont généralement évoqués pour définir ce que l'on appelle une entreprise mondiale : la notoriété du produit (approche marketing), la politique de recherche-développement, les stratégies de financement, les normes de gestion et d'organisation du travail, l'internationalisation des relations sociales et la gestion des compétences. L'entreprise mondiale serait celle qui construit une stratégie globale sur l'ensemble de ces axes

- *Produit mondial ou ventes différenciées*
- *Nombre de brevets déposés par an*
- *Les entreprises perdent progressivement leur autonomie de gestion* du fait de la pression croissante de actionnaires, elles doivent également se soucier de leur cotation qui détermine directement leur appréciation sur le marché des valeurs mobilières.
- *Modèle mondial de l'organisation du travail* (production à flux tendus ou toyotisme; normes ISO et qualité totale; nouvelle organisation du travail en AO [assistance par ordinateur], ateliers flexibles).
- *Mondialisation des relations sociales* : politique de gestion des ressources humaines, dialogue social, comité d'entreprise européen créé en 1996.

Les entreprises françaises réalisent près de 5% des échanges mondiaux. Dans leur secteur respectif, les entreprises françaises sont devenues des champions européens et mondiaux comme Total, Michelin, l'Oréal, Danone, Aréva...

*Classement des sociétés du CAC dans le monde*

<b>Entreprises</b>	<b>Secteur d'activité</b>	<b>Rang</b>
ACCOR	Hôtellerie	1
AGF-ASR.GL.DE FRN	Assurance	7
Air Liquide	Chimie	7
Alcatel Lucent	Équipement télécoms	6
Alstom	Machinerie industrielle	3
Axa	Assurances	3
BNP-Paribas	Banque	7
Bouygues	Construction	1
Cap Gemini	Conseil Management, services inf	4
Carrefour	Alimentation de détail, grossiste	1
Crédit agricole	Banque	10
Danone	Produits alimentaires	9
DEXIA (PAR)	Banque	11
EADS (PAR)	Aérospatiale	3
EDF	Electricité	1
ESSILOR intl	Services médicaux	5
Telecom	Télécommunications, lignes fixes	4
GDF	Distribution de gaz	1
L'Oréal	Cosmétiques	1
Lafarge	Matériaux de construction	2
Lagardère Group	Publicité	1
LVMH	Accessoires et habillement	2

<b>Entreprises</b>	<b>Secteur d'activité</b>	<b>Rang</b>
LVMH	Accessoires et habillement	2
Michelin	Pneumatiques	3
Mittal Steel (ex Arcelor)	Acier	1
Pernod-Ricard	Vins et spiritueux	2
Peugeot	Automobile	9
PPR	Distribution spécialisée et luxe	11
Renault	Automobile	16
Saint Gobain	Matériaux de construction	1
Sanofi-Aventis	Pharmacie	4
Schneider Elte	Équipement électrique	4
Société générale	Banque	17
ST Microelectronics (PAR)	Semi-conducteurs	5
Suez	Énergie et environnement	2
Thomson	Electronique	14
Total	Production d'énergie	7
Vallourec	Machinerie industrielle	17
Veolia Environnement	Eau	1
Vinci (ex-SGE)	Construction lourde	2
Vivendi	Loisirs et divertissements	5